

Contre la féodalisation de la Suisse - Résistance !

lundi 9 mai 2011, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mai 2011).

Il y a trois ans, l'ancien directeur de l'Office statistique du canton de Zurich tirait à boulets rouges sur la « féodalisation de la Suisse ». Aujourd'hui, l'explosion des inégalités au pays des barons du « big business » confirme son diagnostic. C'est pourquoi les luttes pour un salaire minimum légal (initiatives de solidaritéS et de l'USS) et pour l'égalité des salaires hommes-femmes (Mobilisation du 14 juin prochain) sont aussi des objectifs démocratiques élémentaires.

Depuis 20 ans au moins, la part des salaires dans l'ensemble des revenus distribués n'a cessé de diminuer, même si cette baisse a été en partie cachée dans les statistiques par les montants de plus en plus élevés versés aux cadres supérieurs et aux managers. Dans tous les cas, les inégalités salariales ont fortement augmenté, en particulier aux dépens des travailleurs les moins qualifiés, des femmes et des plus jeunes : 1 enfant sur 10 vit aujourd'hui dans une famille pauvre (trois fois plus qu'au Danemark), ce qui commence à avoir une incidence sur leur état de santé.

10% des milliardaires du monde en Suisse

Pendant la même période, la fortune privée a crû beaucoup plus vite que l'ensemble des richesses créées : elle a été multipliée par plus de 2,5 en 16 ans (de 530 milliards en 1991, à 1350 milliards en 2007). En 2010, selon le Boston Consulting Group, la Suisse hébergeait 283 000 millionnaires en dollars (plus que la France !). Et sur le millier de milliardaires que compte le monde, une centaine vivent en Suisse ! Pourtant, à la base de la pyramide, plus des deux tiers des contribuables ne déclarent que 5 % de la fortune totale. De surcroît, depuis 20 ans, l'inégalité de la répartition du patrimoine ne cesse de croître.

Cela dit, la fortune privée n'est pas seulement un énorme trésor sur lequel les plus riches sont assis. C'est avant tout une formidable source de revenus, notamment à l'époque de la finance triomphante : ainsi, en Suisse, durant ces 20 dernières années, la capitalisation boursière a été multipliée par 6, passant de 200 à 1200 milliards ! Mieux, les sommes perçues par les actionnaires au titre de dividendes ou de rachat de titres par les entreprises ont été multipliées par 10, passant de 5 à 50 milliards.

En clair, cela signifie que les grandes sociétés tournent de plus en plus exclusivement en vue de rémunérer grassement leurs actionnaires plutôt que pour financer l'investissement productif.

L'Etat et les cantons au service des riches

De surcroît, les autorités cantonales et fédérales défendent aussi les intérêts des nantis en réduisant les transferts obligatoires en faveur des salariés, des chômeurs, des jeunes en formation et des

retraités, femmes et hommes. Cela se traduit par une hausse continue des primes d'assurance maladie, du niveau des loyers subventionnés, des tarifs des transports publics, des taxes d'inscription à l'université, etc. ; et par une diminution du montant des retraites (de l'AVS au deuxième pilier), des prestations de l'assurance chômage, de l'assurance invalidité et de l'aide sociale, mais aussi des dépenses en faveur de l'éducation et de la santé. En même temps, le capital, les bénéfices, la fortune et les gros revenus ne cessent de recevoir des cadeaux fiscaux.

Ainsi, la réforme fédérale de l'imposition des entreprises, approuvée à une très courte majorité du peuple en 2008, sur la base d'arguments reconnus aujourd'hui comme mensongers, va faire perdre près de 10 milliards de recettes fiscales à la Confédération au profit des plus gros actionnaires, notamment des grandes banques. Les intérêts de l'UBS ont pourtant été sauvés, on s'en souvient, par l'injection de plus de 60 milliards de fonds publics.

De même, les autorités genevoises viennent-elles de proposer de réduire l'imposition de toutes les entreprises au niveau le plus faible des holdings et des sociétés mixtes ou de domicile, et à supprimer la « taxe professionnelle » communale, faisant perdre le total astronomique de 1,2 milliard de francs par an aux finances cantonales et communales, soit l'équivalent de deux fois la subvention de l'Etat aux HUG ou de plus de 12 000 postes de travail dans la fonction publique.

Défendre les intérêts des plus défavorisés

Face à l'ampleur de ces régressions sociales déjà passées en force ou annoncées, il est plus que temps que les salariés, les retraités, les bénéficiaires de l'aide sociale, les jeunes en formation, les usagers des services publics, femmes et hommes, disent NON à l'injustice érigée en projet de société.

Mais pour être entendu du plus grand nombre, rassembler les énergies nécessaires et déboucher sur de premiers succès, ce NON doit avant tout prendre en compte les intérêts des plus défavorisés, qui paient le tribut le plus lourd au démontage social en cours :

* Les femmes d'abord, dont les salaires sont inférieurs de 20 % à ceux des hommes – cet écart ayant augmenté au cours des toutes dernières années. Déjà pénalisées par une double journée de travail, elles sont plus exposées aux bas salaires ; elles sont aussi plus nombreuses dans les secteurs non conventionnés, et plus soumises aux temps partiels imposés, au travail sur appel et à la flexibilisation des horaires.

Ainsi, la motion Hutter, votée par une majorité du Conseil national, le 14 avril dernier, UDC en tête, vise aujourd'hui à priver le personnel de la vente des très maigres protections de la Loi fédérale sur le travail (LTr), ce qui représente une attaque violente contre un important secteur d'activité dominé par les femmes. A Genève, le refus actuel des associations patronales de signer une nouvelle Convention collective dans le commerce de détail va dans le même sens.

* L'ensemble des travailleuses et des travailleurs qui touchent les plus bas salaires, subissent les conditions de travail les plus déplorables et sont les premières victimes du démantèlement de l'assurance chômage, en particulier les jeunes (45 % des bénéficiaires de l'aide sociale ont moins de 25 ans).

C'est la raison pour laquelle nous voterons OUI, cet automne, à l'introduction du principe du salaire minimum dans la Constitution genevoise. C'est la raison pour laquelle nous allons aussi redoubler d'efforts pour faire signer l'initiative de l'Union syndicale suisse pour la fixation d'un salaire minimum légal de 4000 francs par mois, indexé au coût de la vie, qui concerne immédiatement 400 000 salariés, dont 300 000 femmes, sans compter celles et ceux que la perte de leur travail et

les démantèlements successifs de l'assurance chômage contraignent déjà aujourd'hui, et contraindront plus encore demain, à accepter un nouvel emploi sous-payé.

Front unique contre les gros actionnaires

Pour triompher, notre NON à la régression sociale doit rassembler un large front de tous les salariés, femmes et hommes – employés, précaires et chômeurs ; Suisses et immigrés ; jeunes et moins jeunes ; travailleurs du privé et du public, etc. Il exige aussi notre solidarité avec les retraités, les bénéficiaires de la prévoyance sociale, les étudiants, les apprentis et tous les usagers des services publics, femmes et hommes. C'est pourquoi, avec les 13 500 électrices et électeurs qui viennent de faire aboutir le référendum contre l'abolition du Revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS) à Genève, nous voterons NON à la baisse des prestations d'assistance.

Pour renforcer notre unité, nous devons contrer sans réserve la propagande raciste et xénophobe de l'extrême droite, relayée par la droite, qui désigne aujourd'hui les immigrés, en particulier les musulmans – ou les frontaliers à Genève – à la vindicte populaire afin de nous diviser, comme elle stigmatisait hier les Italiens, les Espagnols et les Portugais. Ne vote-t-elle pas toujours contre nos intérêts avec la droite patronale la plus agressive ? Ouvrons grand les yeux : qui sont ceux qui licencient et délocalisent pour accroître leurs profits, baissent les salaires, amputent les retraites ou réduisent les prestations sociales ? Ce ne sont pas les immigrés et les frontaliers, mais les représentants attitrés des gros actionnaires de ce pays.

Soutien à la grève de l'EMS de Vessy

Enfin, pour triompher, notre NON à la régression sociale suppose aussi la mobilisation et la lutte, qu'elle soit syndicale ou politique – sur les lieux de travail, dans la rue, ou au moyen de l'initiative, du référendum et du bulletin de vote. Celui et celle qui se bat n'est évidemment jamais sûr de gagner, mais celui qui renonce à lutter a déjà perdu !

Dans ce pays qui a voulu imposer aux travailleurs le corset de la « paix du travail », il faut clamer haut et fort que nous ne ferons pas reculer l'injustice sociale d'un pouce sans lutter avant tout au niveau des entreprises, c'est-à-dire là où le travail produit la totalité des biens et services indispensables à la société. Et que sur ce terrain, le débrayage et la grève sont les seules véritables armes à disposition des salarié·e·s.

C'est pourquoi notre NON à la régression sociale exige aussi une solidarité sans faille avec les luttes syndicales pour la défense de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et des droits syndicaux. Les employé·e·s en grève de l'EMS de Vessy donnent aujourd'hui l'exemple, face à une direction qui ne craint pas de faire appel à la police et de requérir la justice pénale. Soutenons-les jusqu'à la victoire en participant aujourd'hui généreusement à la collecte en leur faveur !

Jean Batou

* Discours prononcé à l'occasion du cortège du 1^{er} Mai à Genève.

UDC et partis bourgeois contre le personnel de vente

Ce 14 avril, le Conseil national a approuvé une motion du libéral-radical zurichois Markus Hutter, déposée le 25 septembre 2009, demandant que les heures d'ouverture des magasins dans les cantons échappent aux dispositions actuelles de la Loi fédérale sur le travail (Ltr). L'UDC a voté massivement pour. L'ensemble des salarié·e·s sont dans le collimateur.

Actuellement, les cantons ne peuvent, sauf exception, autoriser les magasins à ouvrir avant 6 heures du matin et après 23 h. le soir (horaires soumis à autorisation fédérale), ainsi que plus de quatre dimanches par an. Mais pour ce patron de choc, colonel à l'armée, il faudrait permettre aux commerces d'ouvrir à volonté, 24 heures sur 24, et tous les dimanches. Les pasteurs ne travaillent-ils pas eux aussi le Jour du Seigneur, faisait-il remarquer aux parlementaires amusés.

Le Conseil National s'est ainsi montré plus patronal encore que le Conseil fédéral, qui avait proposé de rejeter cette motion extrême. En effet, l'Exécutif craignait qu'une telle disposition vide totalement la Loi sur le travail (Ltr) de son contenu (déjà très mince), favorisant une dérégulation totale des horaires de travail dans les autres branches (Déclaration du 8 novembre 2010). Selon le conseiller fédéral libéral-radical bernois J. Schneider-Amman, « *un groupe important de travailleurs de ce pays* » risquait ainsi de se voir « *privé de protection de sa santé et de sa vie sociale* » (14 avril 2011).

Qu'à cela ne tienne, par 104 voix contre 62, le Conseil National a décidé que les horaires de travail du personnel de la vente ne devraient plus être dorénavant que de la compétence des cantons, aggravant les disparités existantes à l'échelle nationale. Ils demandent donc un nouveau démantèlement de la protection légale des salariés au plan fédéral. Au vote nominal, la moitié des suffrages en faveur de cette proposition sont venus des rangs de l'UDC (!), l'autre moitié des radicaux, des démocrates-chrétiens et des bourgeois-démocrates.

A Genève, où les électeurs viennent de refuser l'extension des heures d'ouverture des magasins jusqu'à 20h. tous les jours, jusqu'à 19h. le samedi, trois dimanches par an, ainsi que le 31 décembre, les associations patronales jouent une autre partition. En signe de représailles, elles refusent aujourd'hui de signer toute convention collective de travail et de garantir ainsi un salaire minimum (déjà très bas), des horaires convenables (durée hebdomadaire, répartition des heures), ainsi qu'une assurance perte de gain maladie obligatoire au personnel du commerce de détail.

Face à une telle arrogance des employeurs et de la droite, nous devons soutenir activement les syndicats du personnel de la vente ; travailler à renforcer la protection légale de tous les salariés - en signant notamment l'initiative nationale de l'USS pour un salaire minimum légal ; et démasquer les partis comme l'UDC et le MCG qui soutiennent systématiquement - à Berne comme à Genève - la dégradation des conditions de travail des plus mal lotis, de surcroît dans des secteurs où la majorité des postes sont occupés par des femmes.

Jean Batou

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidarités » n°187 (08/05/2011), p. 8-9.